

AZERBAÏDJAN : FICHE PAYS – JUILLET 2025



Catégorie OCDE (2025) : 4/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB+/Ba1/BBB-

Change : manat / Régime de change de facto fixe / USD

Horizon de l'objectif de réduction des GES : -35% d'ici 2030

FORCES

- Importantes réserves d'hydrocarbures (gaz)
- Gestion rigoureuse des finances publiques et de l'endettement
- Fonds de réserve (SOFAZ) qui confère au pays une confortable marge de manœuvre

FAIBLESSES

- Forte dépendance aux hydrocarbures
- Environnement des affaires peu propice à la diversification de l'économie
- Défaillances en matière de gouvernance

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : l'économie de l'Azerbaïdjan devrait ralentir, la croissance étant attendue à +3,5 % en 2025 et +2,5 % en 2026 (après +4,1 % en 2024), en raison de l'inflation alimentée par la hausse des prix administrés. Les investissements, hors infrastructures gazières, pourraient être freinés par des taux d'intérêt élevés. L'Azerbaïdjan n'est pas directement exposé au marché américain mais pourrait subir l'impact négatif de la hausse des droits de douane sur la croissance mondiale et les prix des hydrocarbures. La demande européenne de gaz pourrait toutefois soutenir l'économie à long terme.
- Vulnérabilité des comptes publics : la situation des finances publiques, très dépendante du secteur pétrolier et gazier (50%-60% des revenus), tend à se dégrader avec la baisse de la production de pétrole et des cours mondiaux moins favorables. Un déficit public est attendu en 2025 mais resterait modéré (-1,3% du PIB). La gestion de la dette reste rigoureuse, maintenant le ratio autour de 21% du PIB. Les actifs du fonds de réserve SOFAZ (environ 80% du PIB début 2025), confèrent à l'Etat azerbaïdjanais de confortables marges de manœuvre. Le risque souverain est très limité.
- Vulnérabilité extérieure : la banque centrale intervient pour maintenir une parité fixe du manat face au dollar. La dette extérieure est en net repli depuis le pic atteint en 2020 (56%). Le ratio se stabiliserait autour de 26% du PIB. Les réserves représentent de l'ordre de 7 mois d'importations.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : les performances du secteur se sont améliorées depuis la fermeture de quatre établissements en 2020. La dollarisation s'est nettement réduite. Le taux de créances douteuses est en baisse.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Ilham Aliyev, qui dirige le pays depuis octobre 2003, a été réélu pour 7 ans en février 2024 et pourra se représenter, sans limite de nombre de mandats. Son parti est majoritaire à l'Assemblée. Les manifestations de mécontentement de la population sont limitées par la répression. Une opération militaire éclair a permis à l'Azerbaïdjan de prendre le contrôle de l'ensemble du Haut Karabakh en septembre 2023. Les pays a conclu un accord de principe avec l'Arménie sur les frontières mais aucun accord de paix formel n'a été signé.
- Climat des affaires : les défaillances en matière de gouvernance constituent un obstacle au développement du secteur privé non pétrolier. Des efforts sont néanmoins réalisés pour améliorer l'environnement des affaires et attirer les investisseurs étrangers.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : l'Azerbaïdjan est vulnérable aux changements climatiques, particulièrement son secteur agricole, exposé aux risques d'inondation et d'extrême sécheresse. Le pays est un émetteur moyen de GES/hab. (57^e rang sur 160) mais reste très dépendant des hydrocarbures. L'Azerbaïdjan dispose d'un potentiel important en termes d'énergies renouvelables, que le gouvernement entend développer. Le pays a accueilli la COP 29 en novembre 2024.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises 2020 - 2024 (% du total)

Exportations	Importations
Hydrocarbures 89,5%	Machines, app. mécaniques 12,6%
Produits agricoles 2,9%	Voitures, véhicules terrestres 9,8%
Matières plastiques 1,4%	App. élect. 8,4%
	Ouvrages fonte, fer, acier 4,1%

Source : International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2020 - 2024 (% du total)

Exportations	Importations
Italie 40,9%	Russie 18,0%
Turquie 14,2%	Chine 15,3%
Russie 4,0%	Turquie 14,1%
Israël 3,7%	Etats-Unis 5,2%
26 ^{ème} 0,4%	France (9 ^{ème}) 2,1%

Source : International Trade Center, CNUCED

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

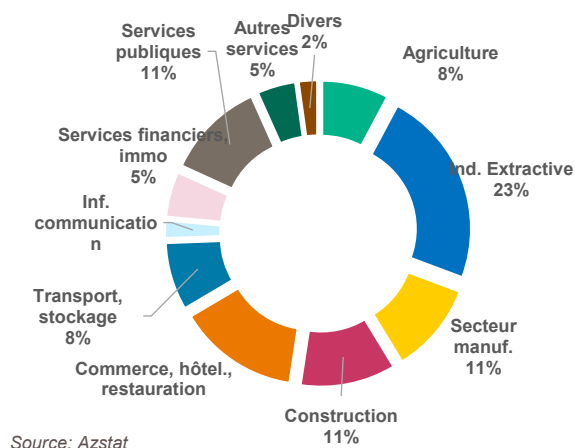
AZERBAIDJAN	2020	2021	2022	2023(e)	2024(p)	2025(p)	2026(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	42,7	54,8	78,8	72,4	74,3	78,9	81,9
Rang PIB mondial	92	89	74	85	84	85	86
Population (Mns)	10,0	10,0	10,1	10,1	10,2	10,4	10,5
Rang Population mondiale	88	88	88	87	86	84	84
PIB / habitant (USD)	4 280	5 468	7 831	7 152	7 251	7 604	7 800
Croissance PIB (%)	-4,2	5,6	4,7	1,4	4,1	3,5	2,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,8	6,7	13,9	8,8	2,2	5,7	4,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	3,5	4,8	3,3	4,0	4,8	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB) ⁽¹⁾	21,3	26,3	17,3	21,8	21,1	20,7	21,8
Solde public (% PIB) ¹	-6,4	4,2	6,0	7,9	3,2	-1,3	-1,7
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	2,2	1,8	1,5	1,7	2,0	2,5	3,2
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-0,5%	15,1%	29,8%	11,5%	7,8%	7,8%	4,1%
IDE (% du PIB)	-1,8%	-4,1%	-6,5%	-2,9%	-0,7%	-0,4%	-0,2%
Réserves (en mois d'importation B&S)	4,7	4,0	6,8	7,0	6,2	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB)	55,7%	39,2%	26,9%	27,1%	26,3%	26,0%	25,5%
Dette extérieure CT (% PIB)*	1,1%	0,0%	0,6%	0,8%	NA	NA	NA
Taux de change	1,70	1,70	1,70	1,70	1,70	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	25	19,1	19,3	17,5	17,6	NA	NA
Taux de NPL	6,1	4,5	3,8	2,6	2,4	NA	NA
ROE	12,7	13,6	18,5	20,3	18,1	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)**	166	154	155	156	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	75	72	69	57	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	97	68	85	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Sources: FMI (WEO & rapport pays avril 2025);* Banque Mondiale;**Oxford Economics;

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. (1) yc transferts SOFAZ (2) Hors gies publiques jusqu'en 2020, à partir de 2021 yc gie en faveur d'Aqracredit

a : Eurostat b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Azerbaïdjan : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2024)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- Une économie très dépendante des hydrocarbures

Le secteur manufacturier reste relativement peu développé (10% du PIB environ), dominé par la transformation de pétrole (raffinage, production d'éthylène et de propylène) et la production agro-alimentaire. **Les services devraient continuer à se développer**, notamment les services financiers et les technologies de l'information (TIC), secteur jugé prioritaire par le gouvernement.

Les industries extractives, essentiellement d'hydrocarbures, pèsent de l'ordre de 23% du PIB. L'Azerbaïdjan abrite les 3^e réserves de pétrole de la Communauté des États Indépendants (CEI) (7 Md de barils¹), mais loin derrière la Russie (108 Md) et le Kazakhstan (30 Md). La production annuelle décline depuis 2010 en raison de la baisse de rendement du principal champ *off-shore* d'Azeri Chirag Guneshli (ACG), au large de la Mer Caspienne.

L'Azerbaïdjan compte désormais davantage sur l'exploitation de ses réserves de gaz naturel. En 2006, la mise en production de deux nouveaux champs (ACG et Shah Deniz) a permis de tripler la production, utilisée en grande partie pour alimenter les centrales électriques. Le gaz est également exporté vers l'Europe. Le Président azerbaïdjanais a annoncé le doublement des ventes de gaz vers cette région à l'horizon 2027 (à 20 Md m³ contre 12 Md en 2022) pour répondre à la demande des pays européens, soucieux de diversifier leurs approvisionnements en gaz depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. Pour atteindre cet objectif, le pays devra toutefois accroître sa production² et augmenter les capacités des gazoducs qui transportent le gaz vers les marchés européens³.

Le pays dispose également de ressources minières (aluminium, or, minerai de fer, zinc).

Le plan de Développement « Azerbaïdjan 2030 » prévoit de réduire la dépendance du pays aux hydrocarbures au profit notamment des services de transport (particulièrement ferroviaire et routier) et d'énergie verte. **Les freins structurels à la diversification de l'économie sont toutefois nombreux** (prédominances de l'Etat dans l'économie, gouvernance insuffisante, accès limité à la main-d'œuvre qualifiée et aux capitaux...).

- Croissance moins dynamique en 2025-26

Après l'accélération de l'activité observée en 2024, portée par les secteurs hors hydrocarbures

(construction, transports, communications notamment), **la croissance devrait être moins dynamique en 2025.**

Le regain d'inflation observé depuis début 2025 (4,3% en mai contre 1,5% en décembre 2024), en lien avec la hausse de certains prix administrés (énergie, transports), pourrait peser sur la consommation.

A l'exception des projets dans les infrastructures gazières, portés par l'objectif de hausse des exportations vers les marchés européens, les investissements pourraient être contraints par le niveau élevé des taux d'intérêt. La Banque centrale (CBA) a en effet interrompu l'assouplissement de sa politique monétaire qui lui avait permis de ramener progressivement son taux à 7,25% en mai 2024 (9% en octobre 2023).

En outre, l'Azerbaïdjan n'est pas directement exposé au marché américain mais pourrait subir les conséquences du moindre dynamisme de la croissance mondiale et d'un affaiblissement du prix des hydrocarbures, consécutifs aux mesures de politique commerciale des Etats-Unis.

La croissance pourrait ainsi se situer autour de +3,5% en 2025 et +2,5% en 2026 selon le FMI, en repli par rapport à 2024 (+4,1%). Elle resterait néanmoins supérieure au taux moyen annuel observé sur la période 2010-19 (+1,8%). **Les prévisions restent assorties de fortes incertitudes** liées notamment à l'évolution des conflits en Ukraine et au Moyen-Orient ainsi qu'aux mesures annoncées par l'Administration américaine. La hausse de la demande de gaz en provenance des pays européens, qui diversifient leurs approvisionnements, pourrait en revanche être favorable à l'économie d'Azerbaïdjan. Mais la croissance à long terme dépendra de la capacité du gouvernement à mettre en œuvre son programme de diversification de l'économie.

- Le secteur bancaire s'est renforcé mais des sources de fragilité persistent

Le secteur bancaire, composé de 22 banques à fin avril 2025, est dominé par les banques privées (vingt dont neuf partiellement ou totalement détenues par des capitaux étrangers). Les trois plus grands établissements concentrent 54% des crédits fin 2024⁴.

Historiquement fragile, le secteur a été assaini à la suite de la restructuration de la plus grande banque du pays, l'IBA⁵ en 2017 puis la fermeture de quatre banques privées⁶ en 2020. **Le niveau de capitalisation est stable et satisfaisant** (ratio de fonds propres sur actifs pondérés à 17,6% en 2024). L'amélioration de la qualité des actifs se traduit par la **baisse du ratio de créances non performantes (NPL) à 2,4 % fin 2024** contre 3,8 % fin 2022.

¹ Source BP Stat review

² Des projets de Total Energies (champs d'Absheron) et de BP (Shah Deniz et AGC) sont en cours de développement

³ (1) Le gazoduc sud-caucasien vers la Turquie via la Géorgie mis en service en 2006 ; (2) le trans-anatolien (TANAP) jusqu'à la frontière

gréco-turque, inauguré fin 2019 ; (3) le trans-adriatique (TAP), vers l'Italie la mer Adriatique inauguré fin 2020.

⁴ CBA Financial Stability Report 2024

⁵ L'Etat a recapitalisé la Banque Internationale d'Azerbaïdjan (IBA) et restructuré sa dette internationale en 2017.

⁶ Atabank, AGBank, NBCBank and Amrakh Bank

La dollarisation reste une source de vulnérabilité. Des efforts de dédollarisation ont permis une nette réduction du poids des crédits en devises à moins de 16% du total à fin 2024 (35,3% en 2019) ainsi que de celui des dépôts en devises, qui reste néanmoins élevé à 37,5% fin 2024 (57,2% en 2019).

La concentration des crédits sur un nombre limité de débiteurs est également une faiblesse du secteur. Selon le FMI, mi-2024, les cinq premiers bénéficiaires des crédits bancaires représentaient 63 % de l'ensemble des fonds propres. Les crédits aux particuliers ont progressé rapidement, à un taux annuel moyen de +21% entre 2018 et 2024⁷. Les nouveaux crédits ont été davantage accordés aux ménages (57% du total fin 2024) qu'aux entreprises selon les estimations de Fitch Ratings. Selon le FMI, 30% des crédits aux particuliers seraient consentis à des ménages dont l'endettement est supérieur à 60% des revenus.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Le solde public pourrait devenir (légèrement) déficitaire en 2025**

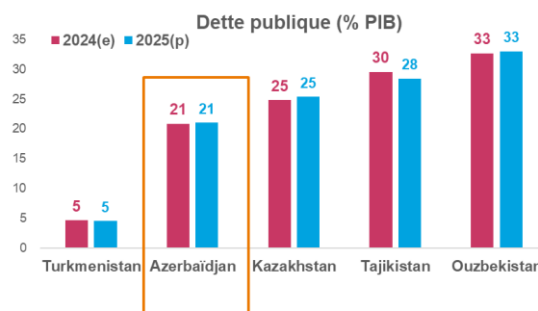
En 2024, 52% des recettes budgétaires provenaient du secteur des hydrocarbures selon les estimations du FMI. Ces revenus alimentent le fonds de réserve (*State Oil Fund of the Republic of Azerbaijan* - SOFAZ) à partir duquel des transferts sont réalisés chaque année vers le budget de l'Etat. Les fonds du SOFAZ sont également utilisés pour financer des projets stratégiques. A fin mars 2025, ses actifs s'élevaient à 62,7 Md\$, soit plus de 80% du PIB, dont environ la moitié d'actifs liquides.

L'Etat devrait continuer à investir dans les équipements relatifs à l'exploitation et au transport du gaz. Il prévoit en outre une progression des dépenses de sécurité et des investissements dans les régions du Haut Karabagh (« Great Return Program »). La hausse des dépenses sociales devraient également accélérer (+9,6% selon le projet de budget). Les revenus du secteur pétrolier devraient être contraints par des cours et des volumes de production relativement peu élevés.

Le solde budgétaire, largement excédentaire depuis 2021, pourrait ainsi être légèrement déficitaire en 2025 (-1,3% du PIB) et 2026 (-1,7%). Le SOFAZ confère toutefois à l'Etat une confortable marge de manœuvre pour soutenir l'économie en cas de besoin.

- **Une dette publique peu élevée**

Le niveau d'endettement public, de l'ordre de 20% du PIB (inférieur au plafond de 30% du PIB fixé par la règle budgétaire) et l'un des plus faibles de la région.



Source: FMI, REO avril 2025

La stratégie d'endettement de l'Etat a évolué en faveur d'une augmentation de la part de dette domestique au détriment de la dette extérieure avec l'objectif de développer le marché national des capitaux. La part de la dette locale est ainsi passée de 25% fin 2022 à plus de 68% au T1 2025⁸.

La dette publique est à 84% à taux fixe.

Les garanties de paiement accordées par l'Etat représentaient 8,4% du PIB au T1 2025, consenties notamment au titre du projet « Southern Gas Corridor ».

La dette souveraine de l'Azerbaïdjan ne semble pas présenter de risques particuliers.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Le solde courant, excédentaire, est très dépendant des hydrocarbures**

Les hydrocarbures (pétrole, gaz et produits dérivés) pèsent pour **environ 90 % des recettes** d'exportation. **En 2024, le gaz représentait 36% des exportations en valeur d'hydrocarbures** (contre 28% en 2022). Ce poids devrait continuer à progresser au détriment du pétrole, dont la production baisse, tandis que les exportations de gaz devraient progresser pour répondre à la demande croissante des pays européens.

L'Italie reste le premier marché d'exportation de l'Azerbaïdjan, essentiellement pour le pétrole brut (plus du tiers du total) et le gaz (74%). La **Turquie** est également une **destination privilégiée du gaz azerbaïdjanais**. Au cours des cinq premiers mois 2025, la Chine est devenue le premier fournisseur du pays, devançant la Russie⁹.

Le pays n'est pas directement exposé au marché américain, les Etats-Unis représentant de l'ordre de 0,2% des exportations du pays (moyenne 2020-24). Les conséquences de la baisse des cours du pétrole devraient être atténuées par une relative stabilité des prix du gaz. **Le solde courant resterait excédentaire**, autour de 8% du PIB en 2025. La baisse de la production de pétrole, alors que les cours ne sont pas attendus en hausse, pourrait conduire au repli de l'excédent en 2026 (autour de 4% du PIB). Malgré les efforts visant à développer la transformation d'hydrocarbures et

⁷ FMI [Financial Sector Assessment](#) avril 2025

⁸ Ministère des Finances, Quaterly bulletin

⁹ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/>



exporter des produits à plus forte valeur ajoutée, la **dépendance aux exportations d'hydrocarbures devrait rester une source de vulnérabilité.**

- **Parité fixe du manat vis-à-vis du dollar**

Après avoir tenté de laisser le manat flotter librement, la CBA privilégie **le maintien d'une parité fixe face au dollar (1,7 AZN/USD) depuis 2017.**

L'excédent courant limite les pressions sur le cours du manat et la CBA dispose de réserves de change confortables (plus de 11 Md\$ en mai 2025, soit environ 7 mois d'importation) qui lui permettent, le cas échéant, de défendre le cours de sa monnaie.

- **Risque de surendettement extérieur modéré**

Le ratio de dette extérieure a rapidement baissé après avoir atteint un pic en 2020 (56% du PIB) pour **se stabiliser autour de 26% du PIB.**

Au T1 2025, la dette extérieure publique s'établissait à 5,1 Md\$ (de l'ordre de 6,5% du PIB), libellée essentiellement (86%) en USD. La moitié de la dette est à taux fixe¹⁰. La dette obligataire représente 27% du total. Les deux **prochaines** échéances d'Eurobonds sont attendues en 2029 (530 Mn \$) et 2032 (1,8 Md\$).

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Domination du président Aliyev et de son parti**

Ilham Aliyev a succédé à son père (Heydar Aliyev) en octobre 2003, puis a été réélu confortablement à chaque élection (92% des suffrages pour son 5^e mandat¹¹ en février 2024). Le parti présidentiel (New Azerbaijan Party- NAP) a remporté les élections législatives anticipées de septembre 2024 (68 des 125 sièges) mais avec un taux de participation très bas, de moins de 40%. Les autres partis représentés à l'Assemblée ne sont pas opposés au Président.

La politique sociale généreuse atténue les revendications, sans empêcher le mécontentement d'une partie de la population (jeune et citadine essentiellement), qui reste cependant sous contrôle du régime.

- **Vers un accord de paix avec l'Arménie**

En septembre 2023, une opération militaire éclair a permis à l'Azerbaïdjan de contrôler l'intégralité des territoires du Haut Karabakh, convoités depuis la guerre contre l'Arménie (1991-1994). Les deux pays sont parvenus à un accord de principe sur leurs frontières. Toutefois, en juin 2025, la signature d'un accord de paix restait conditionné au changement de la Constitution arménienne.

- **Une gouvernance encore faible**

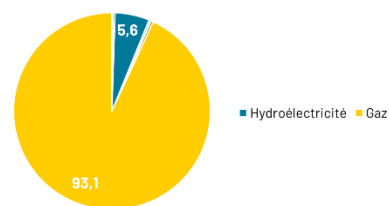
Les performances de l'Azerbaïdjan en matière de gouvernance sont faibles (notamment moins bonnes que celles du Kazakhstan) et ne s'améliorent pas. Le pays est cependant mieux classé que la Russie et l'Ouzbékistan pour les critères de qualité de la réglementation et d'efficacité du gouvernement. L'Azerbaïdjan est au 154^e rang (sur 180) de l'Indice de Perception de la corruption 2024 (157^{ème} en 2022). Des progrès ont été réalisés en termes d'indépendance de la justice mais sont insuffisants, en particulier s'agissant de la protection des droits de propriété selon le FMI.

Le gouvernement, conscient de la nécessité d'attirer les investisseurs, a lancé différentes réformes visant à faciliter l'obtention de crédits, de permis de construire, à développer les services aux PME. Le rôle du secteur privé comme moteur de l'investissement, de la croissance et de l'emploi est réaffirmé dans le plan « Azerbaïdjan 2030 ». La création de l'Azerbaijan Investment Holding doit en outre permettre d'améliorer la gouvernance au sein des entreprises publiques.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

L'Azerbaïdjan est vulnérable aux changements climatiques, particulièrement son secteur agricole (production de coton), exposé aux risques d'inondation mais aussi à l'extrême sécheresse. **Le pays est un émetteur moyen de GES/ hab.** (57^e rang sur 160). Le pays a lancé dès 2017 un plan en vue de réduire ses émissions de 35% (par rapport à 1990) à l'horizon 2030. Un plan plus ambitieux devrait être annoncé en 2025. Ses émissions sont principalement liées à la production d'énergie.

Azerbaïdjan : production d'électricité par sources, en % (2023=29,09 TWh)



Source : Ember, 2025

Enfin, **le pays, qui a accueilli la COP 29 à Bakou en novembre 2024**, dispose d'un potentiel important non exploité en termes d'énergies renouvelables, que le gouvernement entend développer. L'objectif est de **porter la part du renouvelable à 30% en 2030**. Deux projets ont été lancés par des entreprises russes (en mer caspienne et dans les territoires du Haut Karabakh). La réalisation d'une centrale solaire (Garadagh) a débuté en mars 2023 et la construction d'une autre unité (Shafag) a été annoncée pour 2025.

¹⁰ [Public Debt Statistical Bulletin](#)

¹¹ Le nombre de mandats n'est plus limité et leur durée est de 7 ans.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.